

"Le renouveau de la France est lié au Marché commun" dans La Gauche européenne (Avril 1956)

Légende: En avril 1956, l'économiste français Sébastien Constant examine dans La Gauche européenne, organe du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE), les dispositions principales du rapport Spaak et pointe les enjeux, notamment pour l'économie française, de la mise en place du Marché commun.

Source: La Gauche européenne. dir. de publ. Enrico Gironella. Avril 1956, n° 30. Paris: MSEUE. "Le renouveau de la France est lié au Marché commun", auteur:Constant, Sébastien , p. 8-9.

Copyright: (c) La Gauche européenne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_renouveau_de_la_france_est_lie_au_marche_commun_dans_la_gauche_europeenne_avril_1956-fr-1e724fed-8572-4915-8197-ed4ddoa5b4c2.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Le renouveau de la France est lié au Marché commun

Les travaux des experts de Bruxelles constituent une base de départ

Le rapport sur le Marché commun, préparé par les experts de Bruxelles, peut fournir la base d'un traité comportant toutes les garanties que peuvent réclamer la France et les travailleurs.

Il dégage :

- une définition : le Marché commun est une union douanière, ce qui le distingue d'une simple libération des échanges sans garanties dans le cadre de l'OECE ou du monde atlantique.

L'histoire nous enseigne que le **Zollverein** a de fortes chances de se transformer en union économique et politique.

Il demande à la fois :

- des délais qui devraient suffire à réaliser les adaptations nécessaires: 5, 10, 15 ou 20 ans;
- un fonds de reconversion pour les industries ou les industriels qui pourraient spécialement pâtir;
- un fonds de réadaptation pour les travailleurs « libérés »;
- un fonds d'investissement pour les régions sous-développées;
- toutes sortes de garanties pour l'élimination des distorsions particulières et contre la concurrence déloyale;
- un organe commun qui doit faire respecter les règles posées et acceptées d'un commun accord.

Bref, les experts proposent eux-mêmes les mesures que nous n'avons cessé de réclamer.

La relance européenne est un tout

Dans l'esprit de la relance : l'Euratom, transport et énergie, enfin Marché commun forment un tout. Cela se comprend aisément.

Après l'expérience de la CECA, personne ne croit plus à la possibilité et à l'utilité de résoudre par la création d'institutions techniques et spécialisées le problème économique de l'Europe qui forme un tout.

Dans cet ensemble de problèmes, le poids respectif des intérêts en cause, pour ou contre, n'est pas le même :

- a. Le Benelux insiste sur le Marché commun, comme il est normal pour de petits pays qui vivent de l'exportation et étouffent dans leurs frontières trop étroites;
- b. La Belgique, notamment, peut exiger le Marché commun en échange de l'uranium du Congo;
- c. L'Allemagne songe de plus en plus à s'isoler. Son hégémonie serait plus fermement établie dans le cadre de la souveraineté et du poids économique qu'elle représente que dans un cadre commun. Elle craint, en outre, la discrimination qu'elle soupçonne dans le traité de l'Euratom.

Bref, les solutions de la relance ont été conçues comme un tout pour mieux satisfaire des intérêts souvent contradictoires.

« Donne-moi mon Marché commun et je te donnerai ton Euratom ».

La position française est équivoque.

Le Français moyen n'a pas pris conscience encore de sa dépendance de l'extérieur. Il ne comprend pas que même la prospérité relative de notre économie n'aurait pas eu lieu sans le boom général en Europe.

Son complexe d'infériorité, qui s'exprime en lamentations sur l'infériorité de l'économie française, est surcompensé par un complexe de supériorité : **Francia fara da sé**. Tout ce qui est national est nôtre. Nous croyons encore pouvoir arbitrer, voire imposer notre volonté, alors que de plus en plus on s'oriente vers des solutions sans nous.

La volonté de s'engager irrémédiablement dans la voie de l'unification européenne est vacillante. Or, c'est la condition *sine qua non* de la réussite du Marché commun, estiment les experts eux-mêmes.

On semble vouloir dissocier en France les projets de la relance et se limiter à obtenir le traité sur l'Euratom. Il est possible que politiquement on ne puisse faire davantage. Mais on aurait tort de penser que notre politique intérieure déterminera indéfiniment les positions des autres. Déjà les Belges refusent de donner leur uranium s'ils n'obtiennent pas le Marché commun, la position hollandaise est plus nette encore.

La relance risque donc d'échouer en bloc sur la réticence française et la France risque de ne pas obtenir ce qu'elle prétend vouloir, mais l'échec de la relance risque d'être celle de l'Europe tout court.

Reconversion et progrès techniques inconcevables dans le cadre national

Le Marché commun met en cause l'ensemble des problèmes économiques et sociaux et partant politiques.

Le problème français n'est qu'un aspect du problème commun à tous les pays d'Europe : c'est celui de la reconversion, de l'adaptation au monde du XXe siècle et aux possibilités sans cesse croissantes du progrès technique.

Mais la reconversion est un problème européen. Il est impossible et irrationnel de se reconvertir ou se développer dans des cadres périmés et sans coordination aucune des productions et des industries.

L'adaptation aux possibilités du progrès technique exige un vaste marché. Ce qui signifie un marché puissant lié à la capacité de production et au pouvoir d'achat élevé qu'il est capable de produire.

On semble penser actuellement que le vaste marché se définit par le nombre de kilomètres carrés, fussent-ils de désert, et par le nombre de ses habitants, fussent-ils des économiquement faibles ou des miséreux.

En attelant un grand nombre de territoires entièrement sous-développés au char d'un pays dont on se plaît par ailleurs à souligner les faiblesses et le sous-développement partiel, on espère pouvoir dépasser avec un siècle de retard les splendeurs de l'Empire ou du Commonwealth britannique et égaler en fait les grands de ce monde.

Détourné une fois de plus de son orientation européenne, le Marché commun devient alors ce que certains appellent déjà le marché franco-français.

La longueur, le poids et la vitesse d'un train dépendent de la puissance de traction de la locomotive. Une France remise en état; une économie européenne puissante pourront effectivement aider les pays sous-développés au lieu de les amener à chercher des « interlocuteurs valables ».

Les fausses solutions d'un socialisme national

Les moyens de production du XXe siècle, l'évolution rapide du progrès technique exigent des investissements coûteux qui ne sont rentables qu'aux conditions suivantes :

- Il faut une demande « stable » en croissance régulière et **massive**. Stable : c'est sécurité des « investisseurs » assurés de pouvoir amortir un matériel qui peut tourner à plein.
- Le plein emploi des travailleurs, le maintien et la croissance régulière de leur pouvoir d'achat conditionnent et exigent le plein emploi des machines et des capitaux.
- Pour la même raison, la sécurité des uns exige et conditionne la sécurité des autres. Les crises et les fluctuations brusques la compromettent.

Pour assurer ces conditions d'une économie moderne, l'intervention compensatrice et « orientatrice » de l'État est indispensable.

Ces nouvelles techniques d'intervention ont été perfectionnées partout et par la force des choses dans les cadres nationaux existants. Dans la mesure où elles paraissent réussir, il est difficile de faire comprendre la nécessité du Marché commun, la soi-disant prospérité actuelle faisant de l'idée européenne une idée à contre-courant.

En France notamment où les idées keynesiennes, qui viennent à peine d'être découvertes, ont encore tout l'attrait d'une solution révolutionnaire; elles renforcent la position des partisans d'une solution dite nationale, teintée d'un impérialisme progressif d'une part et tempérée d'autre part par l'adhésion verbale à un libéralisme universaliste.

Mais ces techniques modernes de l'intervention peuvent-elles réussir dans le cadre national ? Non, pour la simple raison qu'il est impossible de faire jouer pleinement dans ce cadre le progrès technique.

On pourra peut-être réaliser le plein emploi des hommes, mais non pas le plein emploi des équipements modernes.

Il faut donc dénoncer cette fausse solution qui prend volontiers le déguisement d'un socialisme national. Mais le risque c'est que les hommes n'apprennent que par l'expérience. Ils avaient compris la nécessité du Marché commun en face de leur misère d'après-guerre. Faut-il une autre catastrophe pour leur faire saisir l'impérieuse réalité !

La renaissance française préalable ou conséquente du Marché commun ?

Tels sont les problèmes généraux communs à toutes les nations. En France les solutions européennes qui leur correspondent ont été déviées de façon spacieuse.

Mais en dehors de cela il paraît encore y avoir un problème français particulier: le sous-développement de nos régions, la vétusté et la dispersion de notre appareil productif, la lourdeur de notre appareil de distribution, l'excès de nos charges sociales et fiscales, la mauvaise structure de notre production et de notre commerce extérieur et finalement, résumé en quelques mots nos prix élevés.

Ne nions pas l'existence de ces problèmes. Mais si la description en est exacte (ce qui est discutable), quelles sont les conclusions que l'on peut en tirer par rapport au Marché commun ?

Elles seront au nombre de deux dont la seconde peut être l'antichambre d'une troisième qui n'ose pas dire son nom.

La première : c'est la nôtre. Que la France s'engage dans un Marché européen non pour s'y perdre et abdiquer par faiblesse mais pour y retremper et affermir sa force. Cette solution comporte des risques, exagérés sans doute à dessein par les uns et par les autres, mais des risques réels.

Il faudra parer à ces risques: par une progression prudente, par des mesures de sauvegarde devant permettre l'aide aux victimes : reconversion, réadaptation, développement, coordination des investissements; donc,

contrairement à une simple libération des échanges pour le plaisir de libérer, élaboration et acceptation de règles communes et d'une politique commune.

Les experts de Bruxelles sont d'accord sur la quasi-totalité de ces points que reprend leur rapport.

Si l'on n'accepte pas cette solution, laquelle propose-t-on ?

Formulons donc la deuxième : avant de s'engager, la France doit avoir résolu elle-même l'essentiel de son propre problème; elle doit avoir repris confiance en elle-même. C'est l'application sur le plan européen et économique de la théorie selon laquelle on ne négocie qu'à partir d'une situation de force.

Cette position peut être parfaitement honorable. Mais a-t-elle des chances d'aboutir ?

On peut remarquer que la force de l'un est la faiblesse de l'autre, qui lui refusera alors de négocier en attendant qu'il ait rétabli sa position. Toute négociation en deviendrait pratiquement impossible.

D'ailleurs nous paraissent penser que les autres restent sur place tandis que nous avançons. C'est peu probable et l'écart risque de s'agrandir autant que de diminuer.

Mais, question plus grave et pertinente : de combien de temps pense-t-on avoir besoin pour pouvoir s'engager « valablement » ? Pour la période de transition les experts proposent 15 ans en moyenne. Est-ce vraiment là une progression trop rapide ?

Quels délais exigeons-nous de nos partenaires et plus encore, quels délais imposerons-nous à nous-mêmes ?

Nous connaissons les difficultés de l'action dans une situation donnée. Mais plus ces difficultés sont grandes, plus il est impérieux de fixer une politique des urgences, des échéances, de dire ce que l'on veut, de proposer à l'ensemble de la nation des objectifs dans le sens de l'Histoire, disait-on jadis, conforme à une prévision à long terme dirions-nous aujourd'hui.

Dans l'absence d'une telle politique annoncée et appliquée, on ne pourra ne pas se poser la question de savoir : si les attermoissements en face du Marché commun ne correspondent pas en réalité à la volonté de ne rien faire, par lassitude ou par impuissance pour les uns, et pour les autres par l'espoir que la France pourra s'en tirer toute seule ou encore retrouver une forme dépassée de grandeur et de puissance qui manifestement lui échappe.

Pour aucun de nous, je pense, la création du Marché commun et de l'Europe n'était une abdication mais bien au contraire la possibilité pour la France de prendre une place qui valait la peine d'être prise et d'exercer en Europe un leadership que tout la désignait à exercer et que tous nos partenaires l'invitaient jadis à assumer.

Sébastien CONSTANT